

Relais femmes

506 est, rue Ste-Catherine, Suite 801, Montréal, Québec H2L 2C7 (514) 844-4509

LES RAPPORTS
DES GROUPES DE FEMMES
AVEC L'ETAT

COMPTE-RENDU DE LA JOURNEE
DE REFLEXION ORGANISEE
PAR RELAIS-FEMMES
LE 17 NOVEMBRE 1985

PARTICIPANTES

Allard Gisèle, Association féminine d'éducation et d'action sociale

Araichane Françoise, L'Union des femmes Arabes

Asselin Michèle, Centre d'éducation et d'action des femmes

Bélanger Suzanne, Centre d'orientation et de formation pour femmes
en recherche d'emploi

Bélisle Rachel, Des luttes et des rires de femmes

Belleau Josée, Regroupement des centres de santé des femmes du
Québec

Bizzarri Aoura, Collectif des femmes immigrantes

Blanc Liliane, Fédération des femmes du Québec

Bouvier Isabelle, Relais-Femmes - Centre des femmes de Montréal

Brière Paule, Comité maisons de naissances

Brunet Lyse, L'R des centres de femmes

Carle-Moreau Huguette, Association des femmes collaboratrices

Charland Huguette, Echange entre femmes

Charland Louissette, Relais-Femmes - Centre de santé des femmes de
Montréal

Chouinard Johanne, Regroupement provincial des maisons d'hébergement
et de transition pour femmes victimes de violence

Crête Denise, Relais-Femmes - Fédération des femmes du Québec

Fourcand Martine,

Harnois Luce, Fédération du Québec pour le planning des naissances

Houle-Ouellet Michelle, Association féminine d'éducation et d'action
sociale

Hubert Nicole, Groupe intervention vidéo

Labreche Rita, Echange entre femmes de Saint-Laurent

Leclercq Dominique, Action travail des femmes
Leduc Lise, Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au
travail
Léveillé Hélène, Echange entre femmes de Saint-Laurent
Lesage Michèle, Nouveau départ
Marcotte Simone, Association québécoise des droits des retraité-e-s
Michaud Anne, Comité maisons de naissances
Morin Gizelle, Info-femmes
Paré Hélène
Randlett Caron, Noëlla, Association féminine d'éducation et d'action
sociale
Rochon Denyse, Fédération des femmes du Québec
Rose Ruth, Université du Québec à Montréal
Séguin Michèle, L'R des centres de femmes
Solar Claudie, Faculté d'éducation permanente (Université de
Montréal)
Thibault Charlotte, Fédération des centres d'action bénévole du
Québec
Valentini Hélène, Comité maisons de naissances

PERSONNES-RESSOURCE

ANIMATRICES : Léa Cousineau
Marie Letellier
OBSERVATRICES: Louise Fortin
Nicole Lacelle
SECRETAIRE : Marie Leahey

Un sondage effectué en 1980 nous démontre que chez nos membres:

86,4% sont mariées
91% ont des enfants
58,6% travaillent exclusivement au foyer

Il ne faut donc pas nous surprendre de constater que depuis toujours la préoccupation familiale a été au centre des discussions.

Si depuis quelques années, les sujets d'étude touchent plus spécifiquement la condition féminine, ils ne peuvent toutefois être dissociés de la famille puisque c'est d'abord au sein de la famille que la femme doit effectuer des changements, négocier des conditions de vie parfois différentes. Au cours de tous les échanges, de toutes les discussions, qu'il soit question d'éducation, de réforme de lois, d'économie, de fiscalité, les membres AFEAS tiennent compte de l'impact possible des changements demandés sur la vie familiale. C'est même parfois l'objet de profonds tiraillements, mettant en cause des valeurs importantes.

On perçoit une recherche constante d'équilibre entre le travail rémunéré, l'engagement social, l'engagement politique et les responsabilités familiales.

Le projet de politique familiale fut donc accueilli comme étant une nécessité de notre part. Nous l'attendions depuis longtemps puisque déjà en 1976, nous avons formé un comité de travail sur une politique familiale.

Devant l'éminence d'une consultation, un comité ad hoc est formé en mars 83 au niveau provincial, pour structurer notre démarche sur ce dossier.

On décide alors de la préparation d'un document d'intervention qui sensibilise les membres à l'importance des consultations régionales et les outillera pour intervenir.

Avec d'autres organismes, l'AFEAS a réclamé un document de consultation de la part du gouvernement encourageant toutes les réflexions, discussions et prises de position en regard de la famille.

En février 84, l'association mettait à la disposition des membres dans les cercles le document d'intervention: "Femmes dans la famille: servante? reine? mère? partenaire?" Le document situait nos positions. Ce document avait été préparé à partir des positions prises par les cercles.

La position de l'AFEAS

Réunissant les résolutions déjà adoptées en assemblée générale, notre organisme a voulu apporter un éclairage féministe sur une politique familiale.

Nous avons voulu y véhiculer nos préoccupations sur le partage des rôles et responsabilités au sein de la famille, les besoins d'identité et d'autonomie des femmes, la reconnaissance formelle de l'apport des travailleuses au foyer à la société.

L'implication des membres

Jusqu'à ce moment, la mobilisation s'était faite davantage au niveau provincial, implication de membres au niveau d'un comité ad hoc, des membres du C.E. et C.A. provincial.

Un article publié dans le numéro de février de la revue "Femmes d'Ici" a publicisé auprès des membres l'existence de ce document et situé notre démarche face au projet gouvernemental.

La publication du livre vert à l'automne 84 et l'annonce des consultations régionales ont marqué réellement le début de la mobilisation au niveau local et régional.

Il est impossible de comptabiliser cette mobilisation. Ce dossier en étant un parmi d'autres, l'association ne s'est pas donné de mécanisme spécifique pour en faire le total.

Nous pouvons cependant énumérer les participations suivantes:

- 1- discussions lors des réunions mensuelles dans les cercles
- 2- formation de comités au niveau des cercles et des régions
- 3- implication individuelle des membres
- 4- participation de représentantes régionales et représentantes de cercles à 11 des 13 forums régionaux (la division administrative ne correspond pas exactement à la division AFEAS, selon notre structure des membres de 12 sur 13 régions AFEAS ont participé aux forums).
- 5- rédaction et présentation de mémoires par trois régions et un cercle AFEAS
- 6- préparation et présentation d'un mémoire par l'association lors des audiences pour les associations nationales
- 7- participation de l'association au Regroupement inter-organismes pour une politique familiale: se traduisant par un nombre incroyable de rencontres, de préparations, de résumés, etc.
- 8- pétitions et appuis accordés au niveau des cercles.

Les positions véhiculées ont rejoint les positions adoptées à l'AFEAS: remise en question des rôles sociaux traditionnels, reconnaissance du travail au foyer, respect du monde du travail à l'égard de la famille, les services de garde à l'enfance, violence familiale et conjugale, rôle de l'école.

La nomination d'un ministre délégué à la famille en juin a donné lieu à une nouvelle consultation, à caractère plus privé cette fois.

Présent à notre congrès provincial du mois d'août 85, Monsieur Beaumier a pu vérifier sur place l'importance accordée par nos membres à la mise en place d'une politique familiale dans les plus brefs délais.

Une résolution a en effet été adoptée en ce sens. Elle demandait au ministre de tenir compte des principes d'identité, d'égalité, de responsabilité et de sécurité de chacun des membres de la famille.

Suite à une demande présentée par le ministre, Madame Louise C. Joly, présidente de l'AFEAS, et quelques membres le rencontraient à nouveau en octobre.

Une fois de plus, nous avons mis de l'avant les positions défendues tout au long des consultations régionales et de la consultation nationale.

Le bilan: un dossier qui a mobilisé temps et énergies à tous les niveaux, cercle régional et provincial de notre association, et ce, depuis 1983.

Notre membership et notre structure de fonctionnement ont permis de véhiculer nos positions dans presque tous les forums régionaux ainsi que lors de la consultation nationale. Nous les retrouverons d'ailleurs dans la première partie du rapport de consultation sur la politique familiale.

Il faudra attendre la mise en place d'une politique gouvernementale pour mesurer les gains acquis et l'impact réel d'une telle implication de notre association.

1- B. Le CIAFT et la Conférence sur l'électronique et l'informatique
Présentation de Lyse Leduc.

Avant de situer l'intervention et la position du CIAFT à cette conférence, je voudrais tout d'abord situer ma propre intervention ici. Jusqu'à tout récemment, je pensais y assister comme participante et non comme panelliste et, compte-tenu que nous étions en congrès la semaine dernière, le témoignage que j'apporte est donc personnel et partiel. D'ailleurs, j'ai accepté l'invitation croyant qu'il était impossible pour Denyse Rochon, de la Fédération des femmes du Québec, d'assister à la réunion d'aujourd'hui. Je suis très heureuse de constater sa présence et puisque nous partageons le même siège à la conférence, j'apprécierais beaucoup si elle voulait bien continuer à partager avec moi.

La conférence a étalé ses travaux sur une période de 18 mois, soit de novembre '83 à avril '85. (Cela semble vouloir s'étirer de la même façon pour Décision '85: les délais sont toujours reportés). Il y a eu trois rencontres officielles à l'intérieur de ces trois ans. La première rencontre, en novembre '83, a duré une journée et les deux autres (mai '84 et avril '85) étaient des rencontres de deux jours. La conférence était basée sur la formule "pointes de tarte": tous les partenaires sont présents et sont face à face. Nous avons choisi d'intervenir principalement aux Commissions 3 et 4* car ces Commissions traitaient de sujets touchant plus particulièrement nos préoccupations. Notre décision de limiter nos champs d'intervention reposait sur le souci d'économiser nos énergies.

Depuis même les colloques précédant notre fondation, le dossier de l'électronique et de l'informatique a toujours été une préoccupation importante pour le CIAFT; la première table régionale établie par le CIAFT travaillait cette problématique. A cette époque, nous avons monté un dossier que nous avons présenté à Madame Pauline Marois, alors

* Commission 3: Emploi et Travail et Commission 4: Intégration de l'informatique à la culture.

ministre de la condition féminine. Nous lui avons également indiqué notre volonté de faire connaître nos positions et notre désir de participer à des consultations sur ce thème. C'est la ministre qui a exigé qu'il y ait un siège femme à la conférence; la FFQ et le CIAFT ont été approchés pour partager ce siège.

Nous avons dépensé nos énergies à:

- . L'appropriation du sujet.
Cela nous a demandé beaucoup d'effort car le sujet était présenté dans un langage inhabituel pour nous. Il fallait s'arranger pour intervenir dans les cadres imposés par le gouvernement.
- . La concertation entre les deux groupés.
La FFQ et le CIAFT partageant le même siège, il nous fallait développer des positions communes et ne pas se contredire, même en d'autres lieux.
- . La concertation avec les commissaires-femmes.
Il avait été suggéré la nomination de femmes aux postes de commissaires; elles devaient défendre, de l'intérieur, les positions amenées par les groupes de femmes, de l'extérieur. Il nous a donc fallu organiser des rencontres pour accepter les nominations de ces femmes pour chaque Commission et pour ensuite se concerter avec elles, expertes sur le dossier mais non issues de groupes de femmes. De ce fait, cela nous a demandé beaucoup moins d'efforts et d'énergies que la concertation avec les groupes de femmes. C'est un choix que nous avons fait et nous pourrions, maintenant, en faire l'évaluation.
- . La concertation avec d'autres partenaires.
Nous voulions faire des alliances avec les groupes susceptibles d'avoir des points communs avec nous. Là aussi, cela a exigé des rencontres de consultation et de concertation.

. La confrontation.

Nous avons mis beaucoup d'énergie à nous confronter avec les différents partenaires. Il fallait sauvegarder les alliances tout en se confrontant: un allié pouvait devenir, sur un point précis, un opposant à nos revendications. Il est aussi évident que d'autres partenaires n'étaient jamais des alliés et que c'était la confrontation directe.

Concernant les ressources humaines, j'ai fait une évaluation assez sommaire. Il y a eu de sept à dix personnes qui ont travaillé, suivi les travaux de la conférence, pendant ces dix-huit mois:

- . deux ou trois personnes de la FFQ.
- . trois ou quatre personnes du CIAFT.
- . deux personnes de Relais-Femmes.
- . une ou deux personnes du CSF (en plus des personnes-ressources).

Au niveau financier, nous avons une subvention de 12.000 \$ partagée également entre les deux groupes. Cet argent devait servir à la recherche, la consultation, la concertation; cela ne devait pas servir à couvrir les frais de participation aux journées officielles.

J'estime que neuf participantes aux cinq journées officielles ont dû, pour se préparer, consacrer, chacune, quinze jours de travail. Je suis incapable de préciser davantage le temps de travail en lecture, préparation, écriture, téléphone: le travail était trop considérable pour tenter d'en faire un décompte précis.

Le CIAFT et la FFQ ne sont pas encore réunis pour faire l'évaluation mais à notre congrès, le CIAFT a fait sa propre évaluation que j'aimerais vous livrer.

Il faut dire que cette participation s'inscrit directement dans notre objectif général d'intervention. Il n'y a donc pas de conflit d'orientation pour nous. Notre participation a permis:

- . de faire une recherche sur la situation des femmes en formation professionnelle au Québec;
- . de présenter des recommandations plus spécifiques en affinant notre analyse;
- . d'intervenir, de façon majeure, par la reconnaissance du principe des programmes d'accès à l'égalité;
- . de demander l'extension de la loi-cadre sur l'implantation des nouvelles technologies aux non-syndiqués;
- . de nous présenter, ultérieurement, à la Table nationale de l'emploi;
- . de développer une étroite collaboration avec la FFQ et les syndicats.

Nous pourrions évaluer ces réalisations en notant que:

- . nous disposons maintenant d'un document statistique utile et disponible pour appuyer nos revendications;
- . nous avons pu constater l'absence de préoccupations touchant les femmes dans ce secteur;
- . nous pouvons, dorénavant, faire d'autres interventions à d'autres instances. Ainsi, par exemple, la reconnaissance du principe à la conférence nous a permis de pousser plus loin le principe des programmes d'accès à l'égalité à Décision '85;
- . nous jouissons d'un statut, d'une crédibilité face aux partenaires socio-économiques. Nous avons pu faire des contacts et faire reconnaître le CIAFT comme intervenant spécialisé.

Comme conclusion, nous disons que pour participer à ces consultations, il nous faut bien établir nos stratégies. C'est par l'établissement, au préalable, de nos objectifs et stratégies que nous serons à même d'utiliser ces événements plutôt que de les subir. Les recommandations que nous avons fait adopter à la conférence ont été amenées par nous et non par les commissaires. Nous croyons aussi qu'il est important d'avoir des appuis à l'interne, qu'il faut être en contact avec des commissaires. Il faut, par ailleurs, s'assurer une bonne couverture de presse pour donner à nos interventions un meilleur impact.

1- C. Les groupes de femmes et les journées de concertation nationale en éducation des adultes
Présentation de Denise Crête.

Je voudrais, dans un premier temps, faire un bref rappel historique. Nous pouvons affirmer qu'il y a toujours eu une préoccupation "éducation" dans les groupes de femmes; plusieurs groupes ont même, depuis plusieurs années, un comité de travail spécifique sur cette question.

En 1981, le gouvernement du Québec a créé la Commission d'enquête sur la formation des adultes (Commission Jean). A cette commission, vingt-six groupes de femmes, régionaux et nationaux, ont envoyé un mémoire. Chose importante à remarquer: tous ces mémoires convergent dans leurs revendications concernant les femmes. C'est aussi par cet exercice que nous avons commencé à nous approprier le vocabulaire de l'éducation des adultes, à nous familiariser avec le secteur institutionnel du monde de l'éducation.

Durant les travaux de la Commission Jean, le gouvernement annonce des coupures budgétaires importantes dans le secteur de l'éducation des adultes. La présidente de la commission, Michèle Jean, dénonce ces coupures qui compromettent les travaux de la commission. C'est à cette occasion que l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA) invite plusieurs intervenants à former une coalition pour réagir à cette annonce de coupures. La coalition se forme avec la participation de plusieurs institutions d'enseignement, des syndicats, des groupes populaires et de femmes. Les représentants de ces groupes à la coalition s'occupent d'une part, des coupures budgétaires et d'autre part, suivent de très près les travaux de la commission.

On peut souligner quatre phases dans le développement de cette coalition:

- . mouvement pour contrer les coupures budgétaires et appuyer les travaux de la Commission Jean;

- . élaboration d'un manifeste qui avait pour but d'établir des éléments de base pour une véritable politique en éducation des adultes;
- . demande d'une commission parlementaire par la coalition suite au dépôt de l'énoncé de politique (le dépôt de cette politique gouvernementale se fait un an après la fin des travaux de la commission);
- . l'application de la politique.

Lors de l'application de la politique, la coalition continuera de demander une commission parlementaire. Le gouvernement refusera et proposera plutôt une journée de concertation nationale qui aura lieu en mai '84. Suite à cette rencontre, il propose que cela devienne un processus permanent. La deuxième rencontre devait avoir lieu au printemps '85; elle n'a finalement pas lieu; plusieurs intervenants, ne voyant pas l'utilité de cette rencontre en période pré-électorale, refusent d'y participer.

Nous pouvons dire que les trois premières phases de cette coalition ont permis aux groupes de femmes de s'approprier le dossier et de se sentir plus concernés par ce secteur d'éducation. Nous avons pu aussi connaître, nous familiariser avec les positions des différents intervenants et identifier nos points communs et nos divergences.

Malgré tous ces efforts, les coupures ont été faites, l'énoncé de politique n'a pas retenu les éléments essentiels proposés par la Commission Jean et il n'y a pas eu de commission parlementaire.

Le gouvernement, en proposant les journées nationales, nous mettait dans une position de collaboration sur un terrain de concertation. La conséquence de cette concertation a été de nous forcer à restreindre nos revendications à des points prioritaires, comme, par exemple, le droit à l'éducation et l'accessibilité, et à nous centrer sur l'application d'une politique avec laquelle nous n'étions pas d'accord. Les règles du jeu ont donc complètement changé: le gouvernement

est devenu le meneur, il a orienté la concertation à son gré; il nous a embarqué dans la gérance, l'application et l'aménagement de sa politique. Nous n'avions plus d'énergie pour dénoncer les absences dans la politique et pour agir sur les orientations. Ce sont les deux éléments qui, au départ, nous intéressaient et ils n'étaient plus à l'ordre du jour de la concertation nationale.

Nous commençons à évaluer, chez les groupes de femmes et à l'intérieur de la coalition, notre participation à ces journées de concertation. Irons-nous ou abstiendrons-nous d'aller à un processus permanent de concertation proposé par le gouvernement? Nous avons vécu la première journée, en mai '84; nous savons comment cela se passe. L'annonce de la tenue de la deuxième journée (même si finalement, elle n'a pas eu lieu) a créé beaucoup de malaise.

Il y a eu quelques effets positifs de cette concertation. Tout d'abord, les groupes de femmes ont pu réaliser que leurs représentantes étaient très compétentes. Cette journée nous avait fait très peur: nous n'avions pas l'habitude, il y avait des règles très strictes et rigides, une gérance de sièges très compliquée. Nous étions 6 groupes de femmes à nous partager quatre sièges et Charlotte Thibault, de Relais-Femmes, était notre entraîneuse.

Le deuxième point positif est que les groupes de femmes ont développé une solidarité et une complicité qui les ont rapprochés. Cela nous a permis de nous connaître plus, de découvrir nos revendications communes - mais beaucoup moins nos différences, nous n'avions pas le temps -.

Cela nous a aussi permis de découvrir un consensus qui nous a un peu étonné entre les différents intervenants en éducation des adultes, si on excepte le patronat. Dans les grandes lignes, institutions scolaires, syndicats, groupes populaires et nous, étions tous contre la politique, nous revendiquions grosso modo les mêmes choses. Le patronat, de son côté, était en accord avec le gouvernement.

Par ailleurs, ce fut l'occasion pour les groupes de femmes de faire des interventions vigoureuses sur des points importants pour nous: je pense ici à la reconnaissance des acquis, à la participation aux tables de concertation Main-d'oeuvre/Education et aux prêts et bourses pour les femmes.

Du côté des effets négatifs, on peut noter que nous avons été forcées de travailler sur une politique que nous n'approuvions pas. Nous avons, certes, créé des consensus mais sur le plus bas dénominateur commun: on finit par s'entendre mais on ne parle plus de ce qui est divergent. Je suis persuadée que même à l'intérieur des groupes de femmes il y a des différences. Cela cache donc nos divisions et cela nous empêche de travailler sur des points spécifiques à chacun des organismes. Cela nous empêche surtout de nous centrer sur nos orientations propres et sur nos revendications majeures.

La concertation gruge toutes nos énergies de sorte que, nous à la FFQ, et aussi probablement dans d'autres groupes de femmes, nous n'arrivons plus à investir dans notre propre mouvement. Par exemple, à un certain moment, la coalition a demandé aux groupes de retourner voir à la base ce qui s'était développé dans le cadre de l'application de la politique gouvernementale; nous n'avons pas eu le temps de le faire tellement nous étions prises à répondre aux demandes du ministère de l'Education. Surtout lors de la préparation de la deuxième journée où il nous fallait rédiger à l'avance nos propositions et même indiquer combien coûtait chacune de nos revendications. Nous devions presque gérer le budget du ministère! Cela nous a complètement mobilisées.

La concertation suppose que nous devenions complices d'une politique que nous ne voulons pas. Nous sentons que nous n'avons plus la liberté de revendiquer à partir de nos propres priorités. Nous sommes rendues à une étape de questionnement. Qu'est-ce qu'on fait? Continuons-nous à nous laisser manger et conduire par le gouvernement, selon ses priorités? Ne devrions-nous pas choisir nos propres moyens de pression, nos propres stratégies?

1- D. Le Regroupement des centres de santé pour les femmes et la non-participation

Présentation de Josée Belleau.

Mon intervention se situera surtout à partir du fait que nous représentons la non-participation. Mais il est surprenant de constater que nous arrivons aux mêmes grandes conclusions que les groupes de femmes participant aux diverses consultations/concertations.

Je voudrais, dans un premier temps, retracer l'origine et décrire le Regroupement et les centres de santé. La création des centres remonte aux années '70-'75 où plusieurs revendications, dont celles du libre choix en matière de maternité, sexualité, sont mises de l'avant. Les centres sont donc issus de ces revendications et des besoins spécifiques des femmes face à la santé: de meilleurs soins, de déprofessionnalisation, de démedicalisation et de désexisation de la médecine et de la santé. Le Regroupement, pour sa part, est issu d'un besoin de concertation, d'échanges sur les pratiques des centres en développement et de la mort de la Coordination nationale pour l'avortement libre et gratuit. C'était finalement la mise sur pied d'un regroupement pour briser l'isolement.

Les grands buts du Regroupement sont la promotion:

- . d'une idéologie féministe en matière de santé et de pratiques d'intervention;
- . des centres de santé pour les femmes en tant que centres alternatifs autogérés par les femmes.

Nous visons donc une autonomie par rapport au réseau étatisé de santé.

Les activités des centres sont basées, en gros, sur des revendications politiques et sur un service et des programmes d'éducation et de santé:

- . avortement libre;
- . gynécologie;
- . développement de l'auto-santé;
- . cliniques collectives et groupes d'entraide pour des problèmes tels malaises menstruels, infections vaginales, suivi post-nataux et de grossesse, ménopause, contraception douce, dépression; pour lesbiennes, etc.

Certains centres offrent tous ces services, d'autres quelques-uns.

Il y a eu, en région, quelques tentatives sporadiques de participation de certains centres. On peut citer, entre autres, les sommets socio-économiques pour la présentation de projets (Sherbrooke, Hull), les Tables régionales de concertation des groupes de femmes (Sherbrooke, Québec, Trois-Rivières). Il y a eu d'autres rapports à l'Etat par le biais d'ententes de services avec les CLSC, les médecins ou la RAMQ. Il n'y a qu'un centre qui a eu une position très claire de non-participation, pendant cinq ans; le Centre de Québec, de façon systématique, n'allait dans aucun lieu soit pour du financement ou soit pour une consultation. Depuis '84, le Centre se requestionne sur cette position.

Entre nous, nous ne nous sommes jamais posé la question et nous n'avons, par conséquent, jamais pris de position concertée face à la participation aux grandes consultations. La question se pose actuellement face à la Commission Rochon et j'y reviendrai plus loin.

Ce qui caractérise les centres et qui fait que nous avons un non-rapport à l'Etat, c'est notre marginalité. Nous sommes des groupes en marge du fait que nous n'avons pas de liens ou de collaborations directs et continuels avec les mécanismes de consultation des gouvernements. De plus, nous avons

établi des services en dehors du réseau institutionnel et parfois même en marge des autres groupes de femmes. Nous sommes donc un peu déconnectées du milieu officiel et du milieu communautaire.

Notre marginalité s'explique aussi à cause de notre réalité. La réalité des centres, ce sont les urgences, les grands besoins des femmes en matière de santé et les problèmes de survie que n'importe quel groupe de femmes connaît. Les centres sont bouffés par l'urgence, plongés, malgré nous, dans le service. Cela a amené un éloignement des questions purement politiques même si, en soi, nos programmes et nos services découlent de buts politiques féministes.

Et bien sûr, comme tous les groupes, nous avons des problèmes financiers qui amènent une insuffisance et une instabilité des ressources humaines; nous ne pouvons pas assurer une continuité de représentation.

Ajoutez à cette réalité le difficile équilibre entre revendiquer politiquement (c'est-à-dire faire des pressions) et actualiser nos revendications de façon autonome (c'est-à-dire l'action). C'est la contradiction de tout groupe féministe autonome qui offre des services, des programmes, qui est dans la pression et dans l'action. Car en mettant en pratique nos revendications, qui sont souvent radicales, on s'épuise. On s'épuise puisque d'une part on fait la suppléance au réseau et d'autre part, on éprouve de la difficulté à porter publiquement nos revendications.

La situation des centres est une situation de non-reconnaissance quasi totale par l'Etat et ses institutions. C'est aussi une situation de récupération subtile puisque l'opinion publique et l'Etat reconnaissent l'ensemble de la problématique spécifique de la santé des femmes. C'est reconnu, acquis dans les discours gouvernementaux. Mais il reste que, dans la pratique, la reconnaissance de la programmation des centres n'est pas faite; on peut le constater par le financement inadéquat des centres et aussi par le siphonnage de nos pratiques. Toutes les pratiques que nous avons développées sont reprises par les intervenantes du réseau public sans pourtant que les centres soient reconnus.

Cela arrive même à jouer contre nous. Nous sommes d'accord pour la diffusion mais pas au détriment de notre survie: nous sommes donc coincées.

Il faut aussi noter que les grandes revendications concernant la santé des femmes, particulièrement la reproduction et la sexualité, ne sont plus largement portées au Québec. A part la Fédération du Québec pour le planning des naissances et Naissance-Renaissance, il y a peu de groupes qui ont participé au débat sur la politique familiale à partir de la problématique de la santé des femmes. Dans le réseau public, à part quelques intervenantes, le discours féministe n'est pas repris. Finalement, la problématique des centres de santé dans un contexte de rapport à l'Etat c'est la question du réseau alternatif, plongé dans un service et préoccupé par sa survie. C'est donc un développement en dehors d'une reconnaissance officielle selon un modèle radical de groupe autonome de femmes.

Il y avait un contexte d'urgence par rapport à la santé et la contraception; il y avait un grand besoin de renouvellement et d'innovation de pratiques de santé et d'auto-santé; il y avait aussi une volonté de maintenir, comme groupe, notre autonomie face à l'Etat. Pendant ce temps-là, il n'y a pas grand chose qui a changé et nous nous sommes tout mis sur les épaules. Nous avons assuré un service essentiel sans les ressources adéquates ou stables. Les usagères, par manque de service, ont envahi les centres et nous ne sommes plus en mesure de répondre aux demandes. Nous donnons autant de services curatifs que préventifs.

C'est ce rôle de suppléance que s'approprie l'Etat au coût de l'alternatif: le bénévolat ne coûte pas cher. Nous avons fait des miracles avec presque rien et c'est ce qui nous tue. La suppléance signifie la précarité; la précarité implique que l'on se concentre sur notre survie; la survie signifie l'isolement face à tout le monde et face aux consultations/concertations. Les centres ne sont jamais invités; nous sommes oubliés, écartés. De tout façon, nous manquons de ressources pour y participer. La première étape pour briser cet isolement a été la mise sur pied du Regroupement.

Ce rôle de suppléance est donc à double tranchant: c'est la récupération sans reconnaissance et sans soutien statutaire. C'est aussi la menace d'un manque de services pour les femmes si nous fermons nos cliniques; car, dans les faits, le réseau institutionnel n'est pas prêt à les prendre en charge. Sans mécanisme de transfert, il est donc impossible de fermer nos portes et de ne faire que de la revendication. Ajoutez à cela la contradiction politique interne: continuerons-nous à tout faire toutes seules?

Nous ne sommes pas allées sur le terrain de la consultation/concertation par choix (s'arranger toutes seules sans avoir l'Etat qui s'occupe de nos affaires). Le résultat c'est que nous sommes dépassées: tout notre temps est mis à survivre et nous n'avons pas le temps de faire la promotion de notre idéologie et de nos pratiques. Nous sommes piégées, mais nous savons aussi que les consultations/concertations peuvent être piégeantes.

Je voudrais souligner, pour finir, les grandes questions actuelles dans notre Regroupement:

- 1- Peut-on être en lutte, en action et être en même temps en concertation? C'est la dualité de notre spécificité: être un groupe de lutte et de service. Le fait d'être incapable de tout porter nous pose un problème d'identité et de renouvellement.
- 2- Comment éviter la récupération, c'est-à-dire le siphonnage et la suppléance sans reconnaissance? Ce qui complique les choses c'est qu'à date, nous n'avons pas développé d'instruments critiques pour faire la preuve, pour évaluer les actions de récupération de notre discours et de nos pratiques. Tant mieux pour les femmes si on se fait récupérer mais en même temps on y perd.
- 3- Comment diffuser, contaminer le réseau sans être récupérées ou confinées à une position de précarité, de vulnérabilité? Nous sommes dans un contexte où nous assistons à un renforcement du réseau (CLSC, etc.).

- 4- Comment se fait-il que le mouvement de santé des femmes et le mouvement des femmes n'ont pas pû, n'ont pas su permettre un support aux centres de santé des femmes? Il y a notre propre insolement par manque de ressources mais en même temps il semble y avoir une démobilisation face aux revendications radicales en santé. Nous avons été laissées de côté et nous ne sommes pas les seules. D'autres revendications ont été écartées.
- 5- Par rapport à la question du partnership, quels liens existent-ils entre les groupes de femmes et l'Etat en regard de l'apparition du ministère à la condition féminine et des services condition féminine dans les ministères? Nous nous retrouvons en liaison presque quotidienne avec les agentes, les féministes d'Etat, qui jouent, certes, un rôle important mais qui sont, en même temps, représentantes de l'Etat. Nous sommes quelquefois en butte, en conflits d'intérêt, mal représentées, non à cause d'une personne précise mais du fait que fondamentalement entre l'Etat et les groupes de femmes, il y a un rapport inégal. Le poids de nos interventions, de nos revendications ne pèse pas lourd dans la balance. Il y a souvent un leurre du fait qu'il y a une bonne entente entre nous et les agentes condition féminine. Le résultat, c'est que nous nous faisons souvent avoir. Peut-on arriver à clarifier très clairement le rôle de chacune?

1- E. Le Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence et la négociation
Présentation de Johanne Chouinard.

Etant la dernière intervenante, il y a un fort risque que je répète ce qui a déjà été dit. Effectivement, même si nous venons de groupes différents, nous vivons la même chose. On m'a demandé de parler des négociations avec l'Etat. Je pourrais dire brièvement que la négociation est devenue chose concrète au sommet économique de mai '85. Nous n'avions jamais pensé que nous aurions à négocier un service essentiel et la problématique de la violence. Au sommet, nous avons donc attrapé notre "air": nous avons dû négocier. Nous avons toujours été consultées dans le cadre de rencontres parallèles, de comité conjoint, de collaboration, etc., mais négocier, jamais. Je reviendrai sur cette négociation.

Tout d'abord, j'aimerais situer le Regroupement provincial: c'est un regroupement de trente-cinq maisons réparties à travers le Québec, qui existe depuis dix ans. Nous pouvons évaluer qu'il y a eu, durant ces années, 35,000 femmes hébergées.

En 1975, il existait environ trois-quatre maisons. Maintenant il y a trente-cinq maisons regroupées et quinze non-regroupées. Toutes ces maisons ont été ouvertes par des femmes et des groupes de femmes. A cette époque, au ministère des affaires sociales, il n'y avait ni de services offerts pour les femmes victimes de violence, ni de politique, ni d'ouverture. On n'en parlait pas. Il y a donc eu un travail énorme fait par les femmes qui ont pris l'initiative d'ouvrir les maisons, de donner un service.

C'est en '79 que les maisons ont senti le besoin de se regrouper. Il y avait trois objectifs qui sous-tendaient cette intention de regroupement:

- . trouver un financement décent pour les maisons qui reposaient essentiellement sur le bénévolat et des subventions partielles;

- . mettre sur la place publique la problématique de la violence faite aux femmes;
- . demander que l'Etat se prononce, dise et fasse quelque chose pour contrer la violence faite aux femmes.

Les maisons ont toujours été face à l'incertitude et ont toujours eu des contacts avec l'Etat. Nous faisons des pressions depuis dix ans pour tenter d'obtenir un statut, d'être reconnues ressource alternative, service essentiel, d'avoir une subvention décente. Le premier contact officiel a été un comité conjoint composé de quatre représentants du ministère et quatre représentantes des maisons. Ce comité a duré très peu longtemps pour la simple et bonne raison que le MAS avait produit un document (eux s'étaient préparés à travailler avec nous) dans lequel le MAS déclarait que les femmes victimes de violence étaient des mésadaptées sociales. Il est évident que nous ne parlions pas le même langage et c'est encore vrai. Le train est donc parti sur cette voie et poursuit son chemin. Cela s'est concrétisé au sommet économique. Ils n'ont plus osé dire que les femmes violentées étaient des mésadaptées sociales mais ils ont fait un portrait-robot qui n'a aucun bon sens; il y a des critères bien définis pour déterminer les femmes victimes alors que nous savons très bien que nous avons toutes la possibilité d'être un jour victime de violence.

Il y a eu une deuxième tentative en '81. C'était un document d'approche produit par le ministère. Cela ne s'appelait pas une consultation, c'était un document qui nous approchait! Dans ce document, on déclarait que les maisons étaient un "continuum des services sociaux". C'était pour le moins étrange puisque dans les services sociaux, il n'y avait rien. Nous avons donc décidé de ne pas répondre à ce document; cela demandait trop d'énergie. Nous avons décidé de dire ce que l'on en pensait mais pas de négocier. Ils avaient décidé de notre place dans l'ensemble des services sociaux mais sans jamais nous consulter.

En '84, il y a la sortie d'un document de consultation sur la politique (la politique est sortie, elle en '85). Il y a donc eu consultation et pré-consultation. Ils nous ont

consulté avant d'écrire le document de consultation. Or, depuis dix ans, époque de nos premières revendications, le gouvernement sait très bien ce que nous voulons. Dans ce document de soixante pages, cinquante sont consacrées à définir le rôle de l'Etat, des CLSC, des CRES, etc. Sur les maisons d'hébergement: quelques phrases, quelques allusions.

Pour nous, ce n'est même plus une récupération subtile. Ce document fait foi d'une récupération incroyable. Les maisons ont développé des services; nous avons (par naïveté peut-être) expliqué clairement au gouvernement comment, pourquoi, pour qui, avec qui nous donnions ces services. Dans leur politique, ils définissent les rôles de leurs institutions alors que c'étaient des services que nous nous donnions, pour lesquels nous nous battions pour avoir un meilleur financement et en améliorer la qualité. La récupération avait toujours été présente, souvent de façon très diffuse et c'est pourquoi nous demandions si fortement que cela soit inscrit dans une politique; cela devenait, une fois écrit, très clair.

Comme je le disais, nous avons tout essayer, les maisons ont été très solidaires. Nous avons fait des dépôts collectifs de demandes de financement; nous avons écrit les mêmes choses; nous avons essayé de faire pression en envoyant trois cents télégrammes dans une même journée; nous avons occupé le salon rouge à Québec; nous avons rencontré les ministres. Nous avons eu, en six ans, trois ministres aux affaires sociales, six à la condition féminine et à chaque fois, nous les avons resensibilisés: nous ne pouvons pas négocier quand les gens en face de nous ne connaissent pas le dossier.

Nous avons eu un premier aperçu des négociations lorsque Camille Laurin, ministre des affaires sociales, nous a dit: "Moi, c'est le groupe, le réseau, l'individu qui se défend le mieux que j'écouterai, qui aura le plus de chance". Nous avons mis beaucoup d'efforts et sommes arrivées à un point de saturation.

Nous sommes très torturées parce que l'Etat est notre bailleur de fonds et depuis dix ans, il a amélioré sensiblement les montants d'argent. Malgré cela, il nous donne 50%

du budget dont nous avons besoin. Nous sommes aussi limitées dans les moyens de pression possibles: on peut difficilement faire la grève, fermer les maisons d'hébergement. A partir de ce constat, que faisons-nous? Nous poursuivons dans le même sens ou nous nous cherchons d'autres bailleurs de fonds? Reconnaissons-nous à resensibiliser les gouvernements? Nous sommes tout simplement écoeurées.

Nous avons mené une longue lutte et je suis persuadée que nous allons la continuer. Il n'y avait pas de politique claire. Par exemple, nous relevons des organismes bénévoles au MAS. A chaque année, malgré le fait que le gouvernement considère que nous sommes une ressource essentielle, nous devons refaire notre demande de subvention, re-soumettre notre charte, notre numéro de folio, etc. L'année fiscale commence le premier avril, nous recevons un premier chèque au mois de juin; on reçoit le montant de la subvention pour l'année en cours au mois d'août. Cela fait dix ans que nous demandons des changements à ce niveau pour respecter notre réalité: nous avons dix-huit milles repas à servir dans une année et nous avons besoin d'argent au premier avril.

Le sommet économique était la négociation ultime. Il est important de dire ce qui s'est passé à la table/tarte et ce qui s'est passé en dehors de la tarte. C'est là que nous avons compris que nous étions naïves; nous pensions que dans un sommet, les rapports étaient directs et que les représentants gouvernementaux étaient là pour répondre à nos demandes.

Il ont fait, lors des séances officielles, des déclarations qui représentaient, à peu de choses près, rien: aucune augmentation, une certaine reconnaissance du service essentiel mais pas de reconnaissance d'une ressource "autre". Nous avons misé sur le gouvernement péquiste parce que probablement nous étions des lutteuses des années '65-70; nous avons cru à l'avènement de changements sociaux réels, à la reconnaissance des progrès populaires comme dispensateurs de services plus adéquats aux besoins. Finalement, à travers les années, nous nous sommes rendues compte qu'il n'était pas prêt à faire une brèche dans l'infrastructure institutionnelle.

En dehors de la table, on nous a proposé, le soir, une négociation. Ils nous ont dit: "si on vous offre environ 15,000 \$ de plus par maison, est-ce que vous allez nous remercier publiquement? Allez-vous reconnaître notre effort?" Nous étions très mal placées: nous étions à la fois un groupe de femmes qui représentait les demandes des femmes du Québec et, bien sûr, nous pensions à nos maisons - perdra-t-on le 15,000 \$ si nous refusons? -. Nous ne leur avons pas posé la question et tout est resté flou.

A la fin du sommet, toutefois, c'est sorti. Ils ont fait leur offre, or c'est resté là. Il y a aussi eu, à notre avis, beaucoup de récupération, la présidente voulant sauter au consensus tout de suite. Pour nous, cela n'était pas un consensus, ce n'était pas non plus une négociation puisque nous ne pouvions pas faire une contre-offre. Dans plusieurs groupes de femmes, nous ne sommes pas habituées à ce genre de relations. Ce que nous demandons, c'est ce que nous avons besoin; on ne demande pas 200,000 \$ pour avoir 100,000 \$. Dans ce sens, on peut se questionner sur notre naïveté. Nous sommes intègres dans nos demandes et nous nous sommes rendues compte que le gouvernement, lui, l'était de moins en moins: il voulait se faire un capital politique sur une problématique à la mode, devenue rentable politiquement.

En résumé, nous pouvons dire que nous continuerons, l'Etat et les maisons, à parler deux langues différentes. Les consultations, concertations, comités conjoints ont amené une grande récupération de l'expertise développée par les groupes au profit des établissements gouvernementaux. D'une part, nous risquons de perdre nos maisons, d'autre part tant mieux s'il y a des services partout au Québec pour les femmes. Mais c'est triste qu'on ne reconnaisse pas d'où cela vient et comment cela s'est mis sur pied. Cela peut créer une grande démobilisation: nous sommes un service offert 24h/24h et nous menons une lutte sur la problématique. On fait de l'hébergement et une lutte politique pour aller chercher du financement pour continuer à servir les repas. Mener deux luttes de front pendant 10 ans c'est beaucoup d'essoufflement. Pourra-t-on continuer longtemps? Nous brûlerons-nous à toujours tenter de percer le même mur d'incompréhension?

Nous avons des acquis comme par exemple la solidarité entre les groupes de femmes. L'Etat a permis de nous rencontrer, nous avons peu de lieux où les groupes peuvent se parler et échanger. Le Regroupement est allé chercher beaucoup d'appuis et c'est cette constatation qui nous donne espoir. Dans le futur, mener des luttes, chacune pour soi, est-ce la solution? Continuerons-nous d'accepter de nous faire consulter alors que nous savons que le discours ne changera plus, que cela ne donne rien? Voyons-nous une possibilité d'alliances?

2- COMMENTAIRES DES PARTICIPANTES SUITE AUX 5 PRESENTATIONS

Les commentaires apportés par les participantes sont notés suivant l'ordre de discussion. Toutefois, pour faciliter la lecture, on indique, au début de chaque intervention, des mots-clés se référant à des thèmes.

CONSULTATION/PARTICIPATION, COMMISSION BEAUDRY, COMPETENCE

J'ai trouvé intéressante l'idée de ne plus subir et prendre plutôt notre place dans les consultations, même si c'est extrêmement difficile. Il faudrait pouvoir évaluer, entre nous, si nous pouvons le faire et comment. Je voudrais illustrer cela à partir de l'exemple de la Commission Beaudry.

Nous avons gagné le droit d'y participer. Nous avons 2/3 de siège - nous étions 3 associations pour 2 sièges. A la première table de conférence, il était évident que nous dérangions le patronat et les syndicats - même si avec les syndicats, nous nous rejoignons beaucoup dans notre langage et dans nos positions, il y a quand même des personnages syndicaux qui ne nous aiment pas et qui ne veulent se faire déranger dans leur langage habituel de négociations. Dès le départ, nous avons exprimé le désir de ne pas être exclues d'une autre consultation de tous les partenaires sociaux. Nous nous sommes retrouvées, avec les autres partenaires socio-économiques (handicapés, jeunes, minorités visibles), marginalisées par rapport à toute la conférence. Cet espèce de connivence que nous pouvons avoir avec les syndicats, peut aussi nous nuire. Quand nous disons la même chose qu'eux, le patronat ne nous écoute plus.

Nous sommes comme des louves dans la bergerie. Plutôt que de nous poser la question "est-ce que nous continuons?", nous devrions plutôt dire "est-ce que nous continuons à les déranger?" "Doivent-ils s'habituer à une autre sorte de langage? Devons-nous nous retirer et les laisser continuer seuls? Pourtant, il me semble qu'ils tournent en rond.

Pensons aux dernières négociations du secteur public. Prendrons-nous notre place et continuerons-nous à aller déranger à l'intérieur de leur négociation? Nous sommes prises dans un cercle vicieux: nous avons voulu, pendant des années, que les associations féminines soient consultées; tout à coup, il y a plein de consultations présentées en même temps. Nous sommes certainement essoufflées. Mais doit-on abandonner?

Dernièrement, j'ai été invitée comme panelliste à une activité des relations industrielles de l'Université de Montréal. C'était, en 16 ans, la première fois que l'on invitait une personne de l'extérieur. Ghislain Dufour est venu me dire, avant mon intervention, que je n'étais pas bienvenue: je faisais descendre la qualité universitaire. Vous vous rendez compte de l'intimidation! J'ai pris de l'assurance mais il y a 2 ans, je serais entrée en dessous de la table. Je ne pense pas que l'exclusion nous aiderait. Mais il faudra ajuster tout cela en collaboration avec tous les groupes de femmes et savoir comment agir.

PARTICIPATION, EDUCATION DES ADULTES, INVESTISSEMENTS, RESULTATS

Je suis à peu près sûre que si les groupes de femmes n'avaient pas fait partie de la coalition, ils n'auraient pas été invités aux journées nationales en éducation des adultes. Membres, ils pouvaient difficilement nous exclure et cela a été notre force. Mais on sentait bien que le patronat se demandait ce que les groupes populaires et les groupes de femmes faisaient là. D'ailleurs, pour la deuxième table, ils ont voulu nous couper des sièges.

S'inclure, oui, mais contrairement au CIAFT, nous n'avons pas eu un seul sou pour nous préparer. Il nous a donc fallu tout investir. Il faudrait donc maintenant se battre pour avoir de l'argent, garder notre langage, tout en comprenant ce qui se passe: cela fait beaucoup de démarches à plusieurs niveaux, simultanément.

C'est vrai que nous éveillons un paquet de gens à notre situation mais à quel prix? Quels moyens devons-nous nous donner? Il faut pouvoir évaluer les résultats par rapport à l'investissement d'énergie, de temps et d'argent.

INVESTISSEMENT, COMPETENCE, EDUCATION DES ADULTES

Si nous avons été invitées à la Conférence socio-économique sur l'électronique et l'informatique, c'est que nous avons été observées lors de la concertation nationale en éducation des adultes. Il y avait des fonctionnaires qui avaient pour mission d'étudier notre comportement.

Il faut voir qu'il y a deux niveaux d'investissements: formel et informel. On se fait demander, lors de ces conférences, si telle chose sur tel aspect pourrait nous satisfaire. Cela demande énormément d'énergie. Pour la deuxième conférence en éducation des adultes, Relais-Femmes a engagé une femme pendant un mois pour faire le tour des associations membres de la coalition et pour voir où en était l'application de la politique. C'est quand même beaucoup d'argent.

De plus, aux journées, on a mis ensemble des groupes de femmes membres et non-membres de la coalition. Essayer d'imaginer comment mettre ensemble les Cercles de fermières, Action-travail des femmes, la FFQ, les Femmes collaboratrices, l'AFEAS. Ce ne sont pas des groupes qui se ressemblent et il fallait pourtant donner l'image de l'unité et de l'unanimité. C'est sûr que nous avons des points communs mais en même temps nous sommes constamment obligées de nier nos différences.

Les gros syndicats ont appris à négocier leur participation à ces conférences. La FTQ, par exemple, a réussi à négocier un montant de 40,000 \$ pour se préparer à la Commission Beaudry. Nous commençons à le faire mais notre poids politique et notre place ne sont pas encore assez importants pour avoir droit à des montants équivalents.

RESULTATS, POLITIQUE FAMILIALE

J'ai essayé de mettre sur papier quelques réactions. Malgré tout, depuis 10 ans, notre intervention a amené énormément de changements. Pourtant nous pouvons constater - c'était clair lors des présentations ce matin - la grande frustration par rapport aux gains, qui, malgré l'énergie et le bénévolat, sont toujours partiels et tordus dans leur forme par rapport à nos demandes.

On nous impose des structures et une institutionnalisation qui ne convient pas avec notre démarche. Je n'ai pas encore de réponse à cette situation. D'autre part, en tant que personne-ressource pour les groupes de femmes, je suis souvent dans la position où j'aide les groupes de femmes à présenter leur demande au gouvernement. Connaissant ce qu'est la bureaucratisation et l'institutionnalisation, je suis obligée de traduire ces demandes dans une forme acceptable pour l'Etat. Il ne faut pas oublier que l'Etat veut des normes et le contrôle; il ne faut pas oublier non plus que le gouvernement par opposition à l'Etat est un élément politique et que par conséquent il courtisera toujours beaucoup des groupes d'intérêt différents (groupes de femmes, patronat, etc.).

Une autre question importante, c'est la conjoncture économique et générale. Durant les années '70, au moment où les groupes de femmes ont commencé à prendre un peu d'élan, nous avons eu des gains. Maintenant, nous subissons un recul. Les coupures budgétaires dans les services sociaux se sont traduites par un retour à la famille de toutes les responsabilités, donc auprès des femmes. Nous nous sentons frustrées par la politique familiale.

Nous n'avons pas abordé le livre blanc sur la fiscalité, le budget Duhaime. J'aimerais savoir comment l'AFEAS réagit. Se rend-on compte que pendant que le gouvernement consulte sur la politique familiale, il lance le livre blanc sur la fiscalité, il adopte plusieurs mesures qui vont à l'encontre de plusieurs revendications des femmes dans le dossier familiale? Cela s'est fait sans aucune consultation.

FEDERAL. ETATS GENERAUX

Le thème de la journée est le rapport des groupes de femmes avec l'Etat. Ce matin, nous avons abordé surtout le domaine provincial et j'aimerais que nous abordions aussi les relations que nous avons avec le fédéral. Là aussi, nous sommes consultées, nous produisons des réactions par rapport au budget et il y a la coalition sur les allocations familiales. Par rapport aux reculs dans les programmes sociaux, par rapport à la perspective économique que le gouvernement fédéral soutient, nous devons faire l'évaluation, et de leur politique et de l'énergie que nous y avons mise. Concernant les allocations familiales, il est bien évident que le gouvernement adopte avec nous une position de jeu, il y a un exercice de consultation que je ne considère pas valable dans la mesure où je n'ai pas l'impression que nous participons à une consultation: on présente des revendications, on a l'impression de monologuer devant le gouvernement.

Nous avons aussi à faire une évaluation de nos rapports avec les féministes d'Etat, avec celles qui sollicitent notre appui en campagne électorale et qui se désolidarisent après dans la mesure où elles étaient solidaires des groupes de femmes avant leur élection. Il y a des dénonciations à faire. Il y a toute la perspective actuelle: il est évident que nous réagissons par rapport à tout un système établi, il serait peut-être temps de mettre des alternatives sur la table. Nous en mettons d'ailleurs sur la table mais elles sont mal accueillies parce qu'elles ne s'intègrent pas dans les propositions que les gouvernements nous font. Je pense qu'avec la solidarité que nous avons créée entre les groupes de femmes, et malgré nos différences et nos particularités, nous avons de grandes revendications communes. Il est peut-être temps de passer à des états généraux de groupes de femmes, de façon à peut-être sortir un manifeste avec une vision un peu plus imaginative de la société dans laquelle nous voulons vivre. Cela dépasse le cadre des consultations morcelées dans lequel nous sommes engagées actuellement. C'est peut-être une utopie mais il serait bon d'évaluer cette utopie.

RECUPERATION, PARTICIPATION

Dans l'intervention de la représentante du Regroupement des maisons, j'ai réalisé quelque chose par rapport à la récupération. J'ai vu une différence fondamentale entre le CIAFT et le Regroupement. Pour le Regroupement, ce qu'elles considèrent comme récupération (discours, implantation) est pour nous, au CIAFT, une victoire. J'étais aussi entièrement d'accord avec l'intervention qui disait qu'il était temps de négocier notre participation. C'est à ce prix que nous pouvons survivre.

NON-PARTICIPATION

Essayons d'imaginer quelle serait la situation si nous n'avions aucune présence, nulle part. Où serions-nous rendues? Quel serait notre visibilité dans la société par rapport aux différents problèmes qui nous intéressent? Par contre, nous y sommes allées, nous nous sentons frustrées, récupérées et parfois on sent que certains points de vue ont passé. Que faut-il faire? Tout laisser tomber? Ce sera quoi maintenant notre façon d'agir? Devrait-on changer de moyens?

CONSULTATION, POLITIQUE FAMILIALE ET FISCALE, AUTRE MOYEN D'INTERVENTION

Nous nous questionnons certainement sur le fait que la consultation sur la politique familiale semble retenir plusieurs revendications des groupes de femmes. Pourtant, la politique fiscale annule tout et nous régressons au lieu d'avancer. Nous travaillons pour faire avancer les dossiers, on fait des coalitions, des tables, des inter-tables, des regroupements pour se poser les mêmes questions et définir nos stratégies. Pendant ce temps, nous négligeons nos propres dossiers. Cela donne quoi au bout de la ligne? On se questionne aussi sur notre participation: nous sommes quatre groupes à se partager un siège alors que d'autres ont trois-quatre sièges par organisme. Participer ou non et comment?

Je me demande l'impact que nous aurions si nous faisons monter trois-quatre autobus pour rencontrer le nouveau gouvernement provincial? J'ai souvent l'impression qu'actuellement, il nous distrait, nous amuse en nous faisant croire qu'il nous consulte. Au bout de la ligne, il n'en tient pas tellement compte.

NAISSANCE-RENAISSANCE, CONSULTANTE, FEMINISTES D'ETAT

Je voudrais parler de mon groupe: Naissance-Renaissance. C'est un regroupement de femmes dans le secteur de la santé. Nous avons décidé d'être consultantes pour l'Etat dans un dossier particulier: les maisons de naissance. Au Québec, nous avons lutté comme groupe de pression pendant plusieurs années pour implanter ces maisons. Il y a deux ans, l'Etat nous a dit: "nous mettons un fonctionnaire là-dessus". Nous avons refusé et demandé plutôt d'être des consultantes. Le ministère nous a donc engagées comme contractuelles sur ce dossier. Nous sommes donc passées de revendicatrices à contractuelles pour le MAS. C'est pour le moins ambigu. Nous avons décidé de faire ce choix parce que nous voulions implanter un service pour les femmes, et que ce service, pour être accessible à toutes les femmes, doit faire partie du réseau des affaires sociales. Tout ce qui touche l'accouchement coûte très cher.

Nous avons aussi entendu parler de l'expérience des maisons d'hébergement et des centres de santé, de la précarité de leurs subventions: c'est ce qui a éclairé notre choix. Nous avons donc élaboré un outil de travail pour l'Etat. Maintenant qu'il est terminé, nous nous retrouvons dans la position à la fois de consultantes et de groupe de pression.

Puisque l'Etat est propriétaire de ce que nous avons produit, il prendra ce qui fait son affaire et laissera probablement tomber ce qui pour nous est central soit la place des femmes dans cette structure. Nous avons été subventionnées pour faire ce travail et je ne vous cache pas que nous avons été mal subventionnées: le CRSSS de Hull a une subvention d'un montant double au nôtre pour faire une recherche similaire. C'est quant même une première percée

intéressante; nous avons eu beaucoup d'acquis: nous avons développé un pouvoir de négociation plus grand et une plus grande crédibilité à l'intérieur du ministère à tel point, que nous continuons à être consultées par d'autres projets. Nous le faisons à partir d'un tarif d'honoraire comme les autres consultant. A ce jeu, je crois que nous perdrons des plumes mais cela représente quand même un certain intérêt.

Ce qui a été très étonnant dans cette expérience, c'est la relation très intéressante que nous avons eu avec les fonctionnaires de Montréal. Nous avons, préalablement, signé une entente dans laquelle le ministère se réservait le droit de résilier notre contrat si le contenu ne lui plaisait pas. Nous avons refait une entente dans laquelle nous nous réservions le droit de résilier le contrat si leur attitude ne nous plaisait pas. Nous n'avons eu aucun problème avec le ministère dans les bureaux de Montréal. Mais là où nous avons beaucoup de difficultés c'est avec les féministes d'Etat qui, à Québec, sont impliquées dans des dossiers tels la reconnaissance des sages-femmes et les maisons de naissance. Nous avons dû lutter en permanence contre elles pour défendre notre position: elles avaient une idée très précise de la place des sages-femmes mais en même temps qu'elles nous laissaient aller sur notre contenu, elles essayaient de nous tasser et de nous faire passer le plus discrètement possible leur propre définition des maisons de naissance. Cela se compliquait aussi parce qu'elles jouaient la carte du fait qu'elles étaient coincées elles mêmes à l'intérieur et qu'elles se retrouvaient dans une situation d'infériorité dans les structures.

Elles comptent sur nous pour faire passer ce qu'elles ont à faire passer. Nous nous sommes senties baillonnées par les féministes d'Etat alors que nous pensions, au début, pouvoir nous reposer sur elles.

NON-PARTICIPATION, PARTICIPATION, FEMMES IMMIGRANTES

Moi je n'ai pas besoin d'imaginer que nous ne sommes nulle part. Que saviez-vous des femmes immigrantes il y a 2 ans? Quand nous sommes nulle part, nous sommes méconnues. Je ne veux pas dire que je ne comprends pas les interventions. Si je suis là aujourd'hui c'est aussi pour voir où en sont rendus les groupes, c'est aussi une remise en question malgré le fait que nous, nous sommes contentes quand on va à une consultation ou un autre événement parce que nous y sommes jamais allées avant. Nous sommes encore au stade d'y aller la première fois. D'ailleurs, la première fois que les femmes immigrantes ont été invitées c'était à la réunion annuelle du Conseil du statut de la femme. En ouvrant une porte, il y en a 2 autres qui s'ouvrent, etc. Pour nous, le fait d'être à quelque part, c'est un gain. Nous en sommes encore, c'est dommage mais normal, plus à sensibiliser qu'à revendiquer. Même en commission parlementaire, ils nous ont pas tellement questionné sur notre mémoire, nos revendications, mais bien plus pour savoir qui nous étions. C'est encore pour nous positif: on se fait reconnaître comme groupe et cela nous permet de connaître d'autres groupes de femmes. Mais nous aussi, nous nous sommes faites bouffer par la consultation; nous sommes essoufflées.

CONSULTATION, ELECTRONIQUE ET INFORMATIQUE, INDIVIDU VS GROUPE

Concernant le thème de la consultation, cela change depuis quelque temps. Avant c'était des mémoires que nous présentions; nous savons toutes maintenant comment produire de beaux mémoires, comment intervenir en commission parlementaire. Ils ont donc développé un autre type de consultation. Le gouvernement nous a amené à faire des coalitions pour avoir plus de poids. Ils ont, par la suite, développé les conférences socio-économiques. Les groupes de femmes commencent à faire des alliances; à la Conférence sur l'électronique, nous pouvons dire que le rythme des groupes de femmes donnait le rythme de la conférence. Maintenant, on nous parle de plus en plus des individus: ils essaient de donner aux individus et aux groupes le même poids.

Un exemple clair: Décision '85 où les groupes et les individus étaient mis sur un même pied d'égalité. Nous vivons le même phénomène avec la politique familiale où ce sont les individus qui produisent un mémoire. Nous vivons probablement la même chose avec la Commission Rochon. Les groupes ayant une bonne expertise sont à peine reconnus et d'autre part on élit des personnes dans les régions. Ces personnes viennent parler au nom de qui, pourquoi, seront redevables à qui? Autant d'interrogations sans réponse. Je trouve çà dangeureux. Parce que les groupes sont rendus forts, on essaie de nous tasser et nous obliger à faire de nouvelles stratégies pour avoir le même poids dans les consultations régionales et faire passer nos affaires. Nous devons faire un bilan de ce nouveau phénomène.

CONSULTANTE, RECUPERATION, ETATS GENERAUX

J'ai été profondément perturbée par l'expérience de Naissance-renaissance. Cela a resitué ma peur face à la récupération: quand on élimine un groupe pour un individu, est-ce qu'on n'élimine pas la force de pression? Y a-t-il un moyen pour développer un pouvoir politique? Cela remet en question beaucoup de choses.

J'ai accroché à des mots tels conjoncture, états généraux - c'est mon rêve - et je me demande si les groupes de femmes ont conscience de leur force, de leur impact. Nous sommes les seules à préconiser autant d'alternatives, de changements sociaux. Nous sortons de plus de dix ans de lutte et nous devons continuer. Il ne faut non plus oublier tout le rôle et la place des groupes populaires: nous en sommes.

CONSULTATION, INDIVIDUS VS GROUPES, ETATS GENERAUX, EDUCATION/MAIN-D'OEUVRE

Nous avons parlé des consultations provinciales mais j'ai l'impression, qu'en gros, nos constatations pourraient s'appliquer de la même façon pour le fédéral. Nous nous rendons compte, à l'usage, qu'il y a une stratégie d'occupation: pendant qu'on nous occupe dans les consultations, il

est évident que nous ne pouvons pas développer autre chose. Nous avons demandé, par ailleurs, d'être consultées. C'était me semble-t-il, une étape à vivre.

Nous avons gagné des choses: solidarité, mise en commun de nos revendications, appropriation de problématiques différentes d'un grand mouvement. Les désavantages ont surtout été de noyer dans un consensus modéré des revendications beaucoup plus radicales de chaque organisme.

Je trouve aussi importante la question concernant la nouvelle attitude gouvernementale face aux individus au détriment des associations nationales. Dans ma région, en préparation d'un sommet socio-économique, on voulait réunir toutes les femmes dans un colloque thématique. Nous avons refusé et sur la base de l'impossibilité de mettre sur un pied d'égalité les groupes et les individus, nous avons demandé une table.

Un autre aspect que nous n'avons pas touché, ce sont les Tables Education/Main-d'oeuvre où la formation de nos représentantes était assurée par le ministère. Quand nous y réfléchissons, c'est gros.

Nous sommes peut-être rendues à la fin de l'étape consultation/participation. L'idée des états généraux me sourit; enfin quelque chose où nous ne subirons plus mais où nous initierons quelque chose.

CONCERTATION/CONSULTATION/COMITE MINISTERIEL, INDIVIDUS VS GROUPES

J'aimerais faire trois distinctions; il y a les mécanismes de concertation, les consultations et finalement les comités ministériels de mise en application des politiques.

Sur la concertation, nous pouvons nous poser des questions. Y a-t-il vraiment une volonté de concertation de la part du gouvernement? Est-ce seulement de l'occupationnel? Comment entrer dans ce processus tout en restant en lien avec nos

membres et notre base? Le coût à payer est-il, parce que nous n'avons pas assez d'énergie, d'engager des expertes, ce qui n'est pas mal en soi mais qui porte le danger de développer notre propre bureaucratie?

Les consultations, c'est, à mon avis, différent. Pensons à la Commission Jean ou à la Commission Beaudry. Leur mise sur pied est souvent le résultat de nos demandes et cela vise à faire que le gouvernement établisse des politiques. Aller dire à ces consultations ce que nous pensons ne nous lie pas organiquement au gouvernement. Au contraire, cela peut même nous permettre de relancer ultérieurement si nous ne sommes pas d'accord. Par ailleurs, il y a un enjeu nouveau: c'est la bataille sur les mécanismes de consultation. La question de la place des individus par rapport aux groupes est absolument pertinente. Le gouvernement tente de diviser les groupes nationaux, régionaux et locaux, les groupes de femmes et les groupes populaires, les groupes et les individus. Il faudrait pouvoir poser des conditions pour l'établissement d'un processus de consultation, sur les mécanismes d'opérationnalisation.

Les femmes se sont battues pour être présentes aux Tables Education/Main-d'oeuvre. Finalement, elles y sont mais non sur la base d'une prise de position autonome mais comme tampon-alliée, prises entre les chicanes des deux ministères. Ça c'est compliqué. C'est envoyer les femmes à l'abattoir que de les envoyer sans support, sans concertation entre les groupes, seules.

Ce qui est encore plus achalant, c'est lorsqu'on nous convie à des comités de travail ministériel. Là, je pense à la reconnaissance des acquis. Les femmes sont porteuses de cette revendication. Le gouvernement affirme, dans sa politique, la volonté de porter cette revendication mais les tendances lourdes dans ce dossier soutiennent une approche institutionnelle. Si les femmes travaillent à l'intérieur du comité ministériel, comment pourront-elles réagir ultérieurement?

3- ANALYSE ET REACTIONS DE DEUX OBSERVATRICES SPECIALES

3- A. Présentation de Louise Fortin, du Conseil du statut de la femme

Il y avait beaucoup de stock à ramasser surtout que je me considère présentement en démarche sur toute la question des rapports à l'Etat. Ayant été beaucoup en support et en appoint depuis deux ans sur toutes sortes d'opérations, je ne me suis pas retirée, cela doit être un signe.

J'ai beaucoup retenu la remarque sur la force de dérangement des femmes. Cela a beaucoup été utilisé tant dans les lieux parallèles que dans les lieux officiels: cela serait, paraît-il, un acquis. Personnellement; je crois que les femmes sont en mouvement et en lutte et jusqu'à preuve du contraire, je suis persuadée que tous les moyens, tous les fronts de lutte sont bons, nécessaires et importants. La grande question que vous avez soulevée ce matin reste: à quel prix? Je n'ai pas de réponse mais la variété des moyens et des fronts, des lieux m'apparaît essentielle. Le point où je suis radicale est bien la liberté du choix du groupe, de son intervention.

Cela pose aussi un certain nombre de problèmes, j'y reviendrai. C'est comme si depuis trois ans, le nombre de consultations, concertations et de commissions avait fait oublier aussi les voies alternatives et les autres moyens. J'ai des préoccupations viscérales face à cela, je considère ça important même si je suis féministe d'Etat. Comment se situer comme féministe d'Etat quand l'action, les luttes, le mouvement doivent demeurer aux groupes et aux femmes?

J'ai un certain nombre de commentaires concernant: les lieux, les moyens, les stratégies et les résultats. En ce qui concerne les lieux, est-ce que c'est possible de tracer différemment la voie des femmes, quand les formats d'intervention sont imposés? Par contre, une voie qui est plus

familière, qui est là depuis toujours chez les groupes de femmes et chez les groupes populaires, c'est la concertation entre eux, entre deux-trois-cinq-dix groupes. Est-ce que les deux voies ne sont pas nécessaires? Est-ce que c'est possible de tracer une voie différente dans un lieu officiel quand on a déjà tracé un modèle officiel, quand nous avons été invitées?

Je retiens aussi l'intervention qui disait "être nulle part c'est être méconnue". Etre connue, visible c'est aussi faire en sorte que d'autres soient ignorées. La participation a un effet multiplicateur: un groupe qui participe à une activité se voit invité à une deuxième, troisième opération. Cela a donc un effet cumulatif et en même temps cela a un effet plus "calant" pour celles qui n'y sont pas. Les Etats généraux me semblaient intéressants à ce niveau.

Concernant les moyens, l'agrandissement du cercle des alliés (les féministes d'Etat, les syndicats, les autres groupes): naviguer dans d'autres lieux, c'est rencontrer des gens sympathiques. Certes mais jusqu'à quel point sympathiques à notre cause? Chacun est stratège à sa façon.

J'aimerais vous faire mon petit topo sur le féminisme d'Etat. Je suis en démarche et la question pour moi n'est pas résolue. La question se pose pour les groupes de femmes mais aussi pour nous, les féministes d'Etat. Si vous avez mentionné la solitude de certains dossiers et de certains groupes, je peux aussi vous dire que les féministes d'Etat vivent de grands moments de solitude.

Je dis non au féminisme d'Etat s'il s'agit de prendre des actions, des dossiers, des contenus, des positions qui doivent servir à nourrir l'interne, pour que les féministes d'Etat puissent gagner du pouvoir et de la crédibilité. Je dis oui si l'état des dossiers au gouvernement doit nourrir les groupes pour étoffer leurs stratégies et leurs rapports à l'Etat. Y a-t-il des féministes d'Etat dans la salle? Je dis oui aussi aux féministes d'Etat qui doivent pousser à l'interne des dossiers, des positions, des idées des groupes et qui doivent aussi porter la contradiction de rester dans l'ombre et sans reconnaissance. Mais là, la tentation est grande car prendre du pouvoir avec des dossiers est très tentant.

Je poursuivrai sur la question des moyens. Réclamer les mêmes moyens que les autres pose la question: quels moyens? Pour jouer le même jeu? Au bout du compte, sera-t-on évaluée sur les résultats puisque nous avons les mêmes moyens? Je parle d'argent et non de structure. Pour naviguer dans ces lieux de concertation, consultation, faut-il s'approprier vraiment une analyse sociale et économique large? Dans les expériences auxquelles j'ai participé, pour parler de micro-technologie, il fallait parler de secteurs industriels à prioriser, d'importations-exportations. On est rendu loin par rapport aux femmes. S'insérer dans ces milieux, cela veut dire élargir notre niveau minimal de connaissances et cela porte en soi un cercle vicieux: quand le ministère de l'Education donne un cours d'éducation populaire aux femmes participant aux tables de concertation, faut-il s'approprier si largement les dossiers pour pouvoir intervenir? Si c'est un avantage de pouvoir comprendre ces analyses politiques et économiques, cela veut dire aussi y mettre beaucoup de temps et d'énergie. Est-ce si nécessaire et ne perdons-nous pas de vue nos objectifs initiaux?

J'ai beaucoup de questions par rapport aux stratégies. Se retirer pour faire quoi et comment? Il y a des voies alternatives mais lesquelles? Ont-elles été oubliées? En reste-t-il? Une autre question que je considère comme la plus importante: comment embarquer et rester en lien avec ses membres? Je sais, pour avoir participé à plusieurs opérations, que le flot d'activités à un moment donné fait qu'il est difficile, voire impossible, de retourner à la base.

Est-il stratégique d'élargir sa base d'appui à deux groupes qui participent pour avoir ainsi une base plus large? Souvent, le temps manque pour le faire. Une autre question soulevée ce matin et que j'ai vécue: qui déléguer? Une experte ou des membres qui ont un lien organique avec les groupes? Nous envoyons quelquefois une experte qui a une analyse féministe mais qui, en cours de route, se perd dans l'expertise au détriment de l'analyse féministe.

Comment utiliser les événements sans les subir? C'est toute une question de stratégie. Nous avons aussi réalisé le manque d'un lieu de rencontre large pour les femmes. On

connait les groupes qui participent aux mêmes événements mais tous ceux qui sont en dehors, les connaissons-nous? Cela devient un monopole de groupes nationaux ou à rayonnement provincial.

Pour finir, les résultats. Vous avez souligné la solidarité inter-groupes et ce que j'appelle quelquefois la mafia féministe. Il y a des acquis; si je continue à croire à la multiplicité des voies c'est que je crois que la crédibilité, le statut, la confiance, l'expertise sont importants. Mais il ne faudrait pas oublier comment se sentent isolées celles qui sont en dehors. Ce qui est préoccupant ce sont les résultats tordus: personne n'a dit qu'un groupe avait demandé A et obtenu A. Il y a aussi le noyage et le nivelage des revendications.

Voilà beaucoup de questions et peu de réponses.

3- B. Présentation de Nicole Lacelle, chômeuse incorporée

Il y aurait pu en avoir plus mais spontanément j'ai dégagé six grands enjeux ou sujets de réflexion.

Le premier enjeu concerne les questions sur les opérations de consultation et de concertation qui peuvent amener un certain nivellement par le bas et nier nos différences.

Cela me semble une réflexion importante à avoir non seulement parce qu'effectivement il y a des différences qui ne doivent pas être niées mais aussi parce que cela nous amène sur le chemin de la réflexion sur la mise sur pied ou non d'une coalition permanente des groupes de femmes. Peut-être trouvez-vous que je saute des étapes mais par expérience je sais que si on commence à parler dans ce sens-là nous sommes rendues à réfléchir à la permanence. Et si on réfléchit, il me semble important de réfléchir sur ce que Louise nommait l'importance de la diversité et le fait qu'il y a plus, c'est mon avis, de danger à des coalitions permanentes qu'à des coalitions ad hoc.

Pour illustrer ce danger, je voudrais rappeler la petite histoire de Florence Kennedy, féministe américaine de longue date: si nous étions un roi, aimerions-nous qu'il y ait un millier de petites souris ou un gros lion qui entre dans le château? Par définition, on aime mieux le gros lion puisqu'il suffit de dire aux gardes du palais de tuer le gros lion. Les mille petites souris, elles, s'infiltrèrent partout et sous leur air un peu ridicule, elles peuvent grignoter le château au complet (et elles se multiplient). Notre tradition féministe a été de miser sur les souris plutôt que sur le gros lion et je ne vois pas, même si la conjoncture change, pourquoi il faudrait la remettre en question.

Le deuxième sujet de réflexion se rattache à ce que Johanne disait sur les groupes de femmes qui s'amènent, généralement, avec des demandes claires qui sont la réalité. Les groupes de femmes n'adoptent pas ce qu'on appelle des positions de négociation.

Parallèlement, pour plusieurs, il semblait bien que les groupes de femmes sont parfaitement capables et compétentes pour réussir dans les règles du jeu qui nous sont imposées. Cela doit aussi nous faire réfléchir à ce que certaines ont voulu pousser - certaines fois consciemment, d'autres fois inconsciemment: que nous avions une nature féminine qui fait que nous ne sommes pas comme ça, nous autres. Et je pense que cette expérience prouve le contraire: c'est important de s'appropriier cela en sachant que nous pouvons aussi bien jouer les règles du jeu. Mais la question restante est: cela nous intéresse-t-il de savoir jouer? Nos objectifs peuvent-ils être atteints par ces règles du jeu? Nous l'avons oublié: nous avons un héritage comme femmes avec du bon et du mauvais, mais nous n'avons pas de nature. Par conséquent, ce n'est pas parce que nous sommes des femmes qu'automatiquement nous allons subvertir ces règles; ce n'est pas parce que nous sommes des groupes de femmes que nécessairement nous allons réussir à être au-dessus d'une certaine corruption.

Mon troisième sujet de réflexion est la crédibilité. Quand on dit que l'on va à ces tables de concertation et que cela nous donne de la crédibilité, il faut se demander: la crédibilité auprès de qui? C'est là que se divise, règle générale, et pour des raisons fort compréhensibles, les groupes qui ont des membres et les groupes qui n'en n'ont pas. Quand on va chercher, en se présentant à ces tables, la crédibilité de ses propres membres, il faut le faire. Si les femmes, dans notre organisme, considèrent, peu importe qu'elles aient tort ou bien raison, qu'il faut le faire alors il faut le faire. En tant que militante, si on considère que ce n'est pas une bonne chose, il faut défendre son point. Mais la règle démocratique est toujours à respecter. Il y a des groupes qui n'ont pas de membres et donc celles qui y travaillent portent la décision elles-mêmes. Pour elles, cela se pose différemment dans la mesure où ce ne sont pas des membres qui vont dire si cela donnera de la crédibilité ou non, c'est l'opinion publique et ce sont les autres militantes et les autres groupes. Cela fait une série de choses différentes à penser avant de s'apprêter à faire un mouvement dans ce sens.

Cela repose également la question: si c'est l'Etat qui distribue la légitimité, les groupes qui la reçoivent sont-ils prêts à la partager et comment partager cette crédibilité avec les groupes qui ne la reçoivent pas parce qu'absents? Et vice-versa: les groupes qui n'y vont pas, comment peuvent-ils envisager, tout en gardant leur position peut-être plus radicale, d'avoir un minimum de collaboration avec les groupes participants? Ceci pour que l'ensemble de la cause avance et que les groupes plus crédibles ne se fassent pas trop récupérer et que les groupes non participants ne se fassent pas trop ridiculiser par leur absence.

Si on y allait plus, qu'est-ce que cela donnerait? Je ne le sais pas. Tout ce que je sais c'est que l'exercice n'a jamais été fait et c'est sûr que cette décision ne peut jamais être prise par principe. Cela doit être fait cas-à-cas, justement parce qu'il y a plusieurs stratégies et non seulement une. La question est la redistribution des avantages et des désavantages et il faut bien le dire: les groupes plus forts, à plus grand membership, ont de plus grosses responsabilités.

Quatrièmement, je parlerai du rapport qualité/prix. Tout le monde a dit qu'il fallait toujours évaluer l'énergie et le résultat. Il est évident que personne veut acheter un grille-pain à 500 \$ même s'il fait les meilleures toasts du monde, c'est un peu cher. La plupart du temps nous avons de la difficulté pour analyser exactement combien on a payé et pour quoi. Nous avons de la difficulté à nommer le produit acheté, nous avons un peu moins de difficulté à dire combien cela a coûté. Si on a dépensé 500 \$, a-t-on un toaster ou un premier versement sur une auto? Il y a une grande différence. Par conséquent, il me semble qu'un processus de recherche-action qui évalue si réellement il y a eu des modifications significatives aux politiques après toute la série de participations, est nécessaire; il faudrait dans un premier temps définir ce que veut dire significatif et voir, dans un deuxième temps, s'il y a eu modification. Si non, on peut peut-être avoir payé trop cher.

Par le rapport qualité/prix, on arrive toujours à la question de la récupération. La récupération, selon moi, est toujours un signe positif; cela veut dire que nous sommes assez importantes et qu'ils sont obligés de nous récupérer

sans quoi ils perdent une partie de la manche. La récupération, en soi, n'est pas une mauvaise chose. Elle est toujours en fonction du rapport qualité/prix dans le sens où quand les pratiques d'un regroupement sont reprises par les institutions sans pour autant reconnaître le regroupement - ce que dans d'autres milieux on appelle le plagiat - et par surcroît elles les affament en ne leur donnant pas les fonds nécessaires pour fonctionner et se développer - ce qui est bien près du vol. Dans ce cas, la récupération a deux volets: récupération (plagiat) et écrasement (vol).

Pour prendre l'exemple des centres de santé des femmes, si elles avaient le support financier et les moyens en main, elles ne seraient que trop contentes que ce qu'elles font soit repris par les CLSC. De ce fait, elles seraient dégagées et pourraient continuer à aller de l'avant. La réalité c'est qu'on les affame et c'est ce qui fait que le caractère positif de la récupération devient affreux et nous recule politiquement.

Il faut donc garder le contrôle de nos opérations et obtenir des moyens pour pouvoir continuer. En cela, nous serions contentes d'être récupérées. Malheureusement nous n'obtenons jamais les moyens.

Cinquièmement, un élément que tout le monde a effleuré. Ce n'est pas tellement à la mode de poser des questions dans ces termes mais c'est ma façon: est-ce que l'Etat est un ami ou un ennemi? Est-il un allié ou un adversaire? Il faut quand même se poser la question si nous nous apprêtons à le rencontrer! Si on rencontre des amis, on se prépare pas de la même façon que si on va rencontrer des ennemis.

Cela a l'air de rien mais vous savez comme moi que c'est énorme. Si c'est affronter l'adversaire, comme par hasard, depuis quelques années, c'est jamais nous qui décidons quand, comment et sur quoi nous nous affronterons. Aller aux tables peut être un affrontement comme cela peut ne pas l'être. Si c'est jamais nous qui décidons le lieu, les modalités, le sujet, nous irons l'affronter avec le minimum de moyens et peut-être faut-il le faire à ce moment précis. Il faut évaluer à chaque fois. Mais ce n'est pas nécessairement affronter l'adversaire que de s'y rendre.

Le dernier élément que je voudrais souligner est l'importance des stratégies. La question, toujours avec mon vieux vocabulaire, est: est-ce que ce sont des stratégies réformistes ou révolutionnaires? Il n'y a que les stratégies qui peuvent être réformistes ou révolutionnaires, jamais les gestes. Ce n'est pas parce que nous allons à une table de concertation à un moment précis que nous sommes en train de tomber dans le terrible panneau de la réforme et que nous sommes en train de nous faire récupérer. C'est par l'ensemble de notre stratégie que nous tomberons ou non dans le panneau; ce n'est pas une fois, c'est l'addition de plusieurs fois sur un certain front de lutte. Nous ne pouvons donc examiner un geste de manière isolée et la qualifier de réformiste ou pas. Il y a quelques années, ces insultes fusaient de partout, facilement. Nous avons même abandonné (est-ce un mal ou un bien?) ce vocabulaire.

Qu'est-ce qui fait qu'une stratégie est révolutionnaire? Quant à moi, il y a beaucoup d'éléments mais il n'y en a qu'un seul qui nous intéresse ici: ce qui détermine le potentiel révolutionnaire - et ce n'est pas une condition suffisante (il faut autre chose) mais certainement nécessaire - c'est la subjectivité. La tradition la plus importante du mouvement des femmes est d'avoir défini que l'objectivité était la subjectivité du pouvoir et que l'objectivité n'existait pas.

Ceci est extrêmement important et cela a un lien avec ce que nous avons dit ce matin. Quand le groupe de femmes immigrantes dit qu'elles sont contentes d'aller dans des lieux officiels mais si d'autres groupes sont tannés, c'est cela la subjectivité. Quand on définit soi-même ses objectifs et ses moyens, quitte à se tromper, nous en retirons toujours quelque chose qui nous fera avancer. Quand on embarque dans le jeu des autres et que nous faisons les marionnettes (même inconsciemment), nous n'avançons jamais.

C'est bien différent si le gouvernement vient nous demander notre avis lors d'une consultation. Nous nous disons "il faut faire attention mais enfin, cela peut aller". Il s'agit de quelqu'un qui nous tend la main. Quand il s'agit, dans le cadre d'une commission parlementaire, de se rendre chez lui, c'est être invitées dans sa maison. Il faut être polies, nous disons ce que nous avons à dire. Ceci ne nous

lie en rien non plus. Mais quand il veut entrer dans notre maison sans que nous l'invitions - ce que sont les concertations à mon avis -, cela n'est plus la même paire de manches du tout.

Comment sentez-vous ceci? C'est que justement nous le sentons. Nous ne nous fions pas encore assez à cette subjectivité que nous ressentons quand vous prenez l'ascenseur et qu'une autre personne est collante, entre dans votre territoire, vous le sentez et cela veut dire quelque chose. Nous devons donner de la crédibilité à cette sensation. Nous le sentons quand nous ne sommes pas à notre place, le problème c'est que nous nous y fions pas. Nous cherchons cinquante six mille raisonnements et analyses. Ces analyses nous font découvrir des choses très intéressantes mais ne nous donnent jamais l'essentiel de ce que c'est: ce n'est pas notre place et nous ne devrions pas y rester.

Dans la tradition féministe, nous avons appris à nous fier à notre propre jugement et malheureusement, souvent, dans les groupes nous l'oublions. Quand la représentante des groupes de femmes immigrantes nous a dit qu'elle était contente, il n'y avait aucune hésitation dans sa voix. Quand on dit "qu'est-ce que c'est ça?", c'est qu'il y a anquille sous roche. Dans la zone grise, on se laisse souvent happer par le raisonnement de l'autre qui se dit objectif mais qui n'est que sa propre subjectivité pour venir exercer son contrôle sur nous.

Un dernier petit mot. Nous parlions, ce matin, de concertation. Je me suis rappelée qu'il y a 10 ans, nous voulions déconcerter.

4- DISCUSSION AVEC TOUTES LES PARTICIPANTES

Suite aux interventions des deux observatrices privilégiées, nous poursuivons la discussion avec toutes les participantes; dans un premier temps de façon large et pour finir en formant de petites équipes informelles pour dégager une question prioritaire et les suites à donner à cette journée.

4- A. Discussion large

SUBJECTIVITE, STRATEGIE, MARGINALITE

Je vais commencer avec mon subjectif: je ressens un certain malaise à propos de ce que Nicole a dit, mon réflexe a été de me dire "mais qu'est-ce qu'on fait ici?" Je travaille dans un centre de femmes et nous aussi aimerions être visibles et reconnues un petit peu pour pouvoir survivre. Si on est ici aujourd'hui c'est que nous avons fait un bout de chemin et que par-dessus nos subjectivités, il y a une espèce de rationalité que nous essayons de trouver ensemble.

Dans les années '70, nous étions marginales et cela a changé. Comment arrive-t-on à se poser des questions comme que faisons-nous dans les consultations, est-ce que cela vaut la peine d'y être? Nous avons décidé de ne plus être en marge du terrain de l'Etat. Nous sommes confrontées, à travers les coalitions, les consultations, les actions à ces questions sur notre rapport au pouvoir. Si nous avons décidé d'influencer les politiques c'est que nous avons dû nous dire que rester dans la marginalité seulement ne nous permettait pas de gruger ce rapport. Maintenant on essaie et c'est lui qui est en train de nous gruger. Reviendrons-nous dans la marginalité? Quels sont les moyens que nous connaissons? La désobéissance civile?

Les consultations valent-elles la peine? Il y a eu des avantages en terme de visibilité, de place, etc. Avons-nous vraiment réussi à influencer les politiques? Perdons-nous notre temps? Ma dernière expérience concernait les allocations familiales: nous y avons passé presque deux mois à temps plein; le projet de loi est en discussion et c'est comme si nous n'avions rien fait. L'investissement est-il rentable?

Nous avons fait un petit bout de chemin sur le pouvoir. Nous sommes actuellement engagées dans un autre type de rapport et nous devons nous questionner pour savoir comment continuer.

MARGINALITE

Je suis dans un groupe de la marginalité et je me rends compte que nous sommes dans une conjoncture qui favorise ou défavorise certaines stratégies. Par ailleurs, il ne faut pas sous-estimer l'importance d'une marginalité bien organisée, réussie dans une conjoncture spécifique. Dans la conjoncture actuelle, nous devrions, sur un dossier précis et d'une façon bien organisée, envisager la voie de marginalité. C'est un moyen qui a eu beaucoup d'impact puisque même en marge, ils sont venus nous récupérer de toute façon.

MEDIAS

Nous avons très peu parlé de nos relations avec les médias. Nous n'avons pas les outils de pression des syndicats, ni le pouvoir des candidats électoraux, ni la pression économique du milieu des affaires. Notre rapport de force vient de notre résonance dans le grand public.

Je pense aux médias quand je pense au type d'expérience que nous venons de vivre avec les allocations familiales. Au Québec, nous avons été au moins deux fois plus mobilisées que les personnes âgées concernant les pensions; plus de signatures, autant de personnes dans les manifestations; nous avons multiplié les rencontres. Il est vrai que le Parti conservateur venait d'apprendre et qu'il nous a jamais rencontrées devant les caméras. C'est la presse qui est capable de créer ou non l'événement. Cela devrait guider nos interventions.

Nous n'avons pas réussi à projeter suffisamment notre image dans la presse. Je me demande s'il n'y a pas lieu de négocier avec certains journaux-clés une colonne régulière, hebdomadaire qui deviendrait un point de référence pour les journalistes, pour questionner d'autres groupes. Cette colonne pourrait être coordonnée par un groupe comme Relais-Femmes; cela serait un mélange d'intervention sur les questions d'actualité fait par des groupes et des expertes et des topos sur les groupes de femmes. Cela pourrait être intéressant pour les lectrices et les lecteurs. Je pense aux militantes syndicales qui connaissent bien les dossiers de condition féminine mais qui ne comprennent pas la demande de statut de collaboratrice de l'Association des femmes collaboratrices.

MOBILISATION

Quelle est actuellement la capacité de mobilisation des groupes de femmes? Plusieurs groupes parlent de la difficulté à augmenter le membership, à trouver des militantes/bénévoles. La capacité de mobilisation est en lien avec les gains possibles. Le temps, l'énergie que nous avons mis à participer à des tables où nous ne menons pas les règles du jeu nous ont-ils privé en temps, en énergie à mobiliser notre membership? Sommes-nous en perte d'équilibre?

MOBILISATION

Je ne sais pas si la question de la mobilisation se restreint seulement au mouvement des femmes. Je crois que c'est un fait de société. Il est évident que les grands projets des années '70 ne se présentent plus de la même façon. Nous subissons il est vrai une démobilisation mais elle existe partout.

MOBILISATION, CONSULTATION

L'AFEAS a eu le temps de se préparer face à la politique familiale. Nous avons eu le temps de nous préparer, d'écrire nos mémoires, consulter nos membres pour la Commission Jean. Il s'est fait une sorte de virage qui a mené un rythme accéléré des multiples consultations. Nos moyens d'action ont été dépassés. Nous sentons de plus en plus un décalage entre les organismes ayant une grosse permanence et les autres.

CONSULTATION

Effectivement, nous assistons à un phénomène qui est nouveau. L'Etat est en train de restructurer ses modes de gestion. Avant quand nous étions consultées (ex. la Commission Jean) nous avions des moments précis sur des sujets précis et cela ne nous distrayait pas sur les autres dossiers, cela ne nous empêchait pas de prendre la parole ailleurs. Maintenant, l'Etat, sur tous les dossiers qui nous concernent, fonctionne par ce mode de gestion: nous sommes constamment interpellées en fragmentant les dossiers. D'un côté, la politique familiale, de l'autre, la politique fiscale, d'un autre le logement, comme s'il n'y avait aucun lien. L'Etat fait comme si ce que nous disons à une consultation n'avait rien à voir avec l'autre dossier. Suivre ce rythme-là c'est entrer dans ce mode de gestion et c'est ne plus nous laisser de place, de temps, de lieux pour fonctionner à partir de nos besoins. Cela ne veut pas dire qu'il faut s'abstenir: il y a des moments où cela peut s'avérer efficace et il faut le faire. Par ailleurs, nous n'avons pas de lieu pour discuter de la pertinence de ces consultations, cas à cas.

La conjoncture politique nous impose une plus grande concertation entre nous. Il faut pouvoir discuter collectivement quand et où nous irons chez le voisin, chez l'ennemi. Il y a un déphasage, me semble-t-il, entre où nous sommes rendues et l'absence d'outil de concertation entre nous.

CONSULTATION

Ce qui m'a le plus frappée à la Conférence sur l'électronique, c'est que le gouvernement n'avancait que s'il y avait consensus de tous les partenaires. Donc, si nous n'étions pas d'accord, nous étions les grosses méchantes. Cela devient incroyable: nous ne sentons pas de volonté politique gouvernementale, il laisse tout entre les mains de ces tables et il n'y a rien qui avance. Cela ne se peut pas que les syndicats, le patronat, les groupes de femmes puissent toujours s'entendre et que ce n'est qu'à cette condition qu'il y aura des politiques.

CONSULTATION, MOBILISATION

Nous sommes face à une diversité et une complexité de dossiers. A la Conférence sur l'électronique, il nous a fallu plonger, apprendre sur le tas, chercher des spécialistes à l'intérieur de nos associations. Nous n'avions pas la possibilité d'aller renseigner nos membres: il fallait d'abord apprendre nous-mêmes et faire face à des échéances serrées. Même chose sur le dossier travail: nous n'avons pu qu'envoyer des lettres d'information à nos membres; nous ne pouvons pas penser à assurer la formation ou la consultation de nos membres.

CONSULTATION VS MEDIAS

Je crois qu'il est important d'avoir bien en tête que la politique n'est pas dans la participation aux consultations, ce qui est le niveau général des intérêts de la politique, la vraie politique n'est pas là. La tentative des gouvernements est toujours de nous le faire croire et que si nous ne sommes pas là, nous ne faisons de politique. Il ne faut pas confondre aller dans l'opinion publique et les consultations. Qui, si on ne fait pas partie d'un groupe, a entendu parler de la Conférence sur l'électronique et l'informatique du ministère des sciences et technologies? Je ne dis pas que c'est inutile mais moi, lisant les journaux, je n'en ai pas entendu parler: cela n'est pas allé dans l'opinion publique. Par contre, quand l'AFEAS rediscute, dans son congrès, sa position sur l'avortement, toutes les femmes sont au courant. Cela passe dans les journaux; cela atteint l'opinion publique et cela suscite, dans la population, des débats extrêmement importants.

Il ne faut pas confondre aller au niveau public - général - pour défendre nos revendications et aller à un seul lieu - l'appareil gouvernemental. Il faudrait effectivement s'interroger aussi sur nos rapports aux médias.

CONSULTATION

Lors de Décisions '85, dans l'atelier où j'étais, nous avons vécu un profond malaise: les dés étaient pipés d'avance; nous devions choisir entre les rentes et les garderies; l'utilisation et la forme de Décisions '85 jouaient contre ce que nous croyons. Nous avons le choix de partir ou de dire notre désaccord. Ce que nous avons fait. L'atelier a produit un communiqué de presse. Plusieurs femmes participantes dans d'autres ateliers nous disaient: "c'est comme dire que nous sommes folles si nous fonctionnons bien". Pourtant, si nous ne publicisons pas notre désaccord, il n'y a que le point de vue du gouvernement qui passe.

4- B. Synthèse du travail des petits groupes informels

Les questions prioritaires

- La subjectivité: fouiller pourquoi nous allons aux consultations; quelles sont nos motivations?
- Comment s'effectue le passage (glissement) entre le contrôle de nos luttes à contrôle par l'Etat?
- Comment reprendre l'initiative et ne plus être à la remorque?
- Comment négocier les règles du jeu?
- Quels mécanismes pouvons-nous nous donner pour évaluer nos expériences et faire le point sur nos liens avec l'Etat?
- Quels sont les liens entre les gros et petits groupes? Les responsabilités de chacun par rapport aux autres?
- Pouvons-nous et comment prendre en charge collectivement les groupes non-subventionnés, défavorisés par l'Etat?
- Quel pourrait être le rôle d'un organisme comme Relais: coordination/concertation entre les groupes pour nous aider à décider de nos participations aux consultations? Pourrait-il développer une grille d'évaluation, une liste de questions pour faciliter cette décision (ex. membres, gains, impact)?
- Comment repenser nos stratégies pour s'assurer de faire des gains?

Les suites à donner

- monter un Salon d'action féministe de façon à faire circuler l'information de tous les groupes auprès de la population.
- Des états généraux de groupes de femmes.